

Jean-Paul Fitoussi : « Nous sommes loin de la révolution statistique mondiale prônée par la commission Stiglitz »

Entretien

Professeur à Sciences Po Paris et à l'université Luiss à Rome, Jean-Paul Fitoussi a coordonné les travaux de la commission Stiglitz sur la mesure de la performance économique et du progrès social. L'économiste revient sur les recommandations faites par le groupe d'experts, et sur ce qu'il en est advenu.

La France préside le G20. Nicolas Sarkozy voulait débattre au sein de cette instance de la question de la mesure de la richesse, thème du rapport que vous lui aviez remis en septembre 2009. Où en est-on ?

Le rapport de la commission Stiglitz a un écho mondial qui ne se dément pas. Si la France a commencé à mettre en œuvre nombre de recommandations de la commission grâce aux travaux de l'Insee, d'autres pays ont aussi pris contact avec nous afin de mieux appréhender notre démarche : l'Italie, la Grande-Bretagne, le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Corée du Sud, Israël, sans oublier la Chine. Pékin a même fait traduire notre rapport.

Nous sommes loin néanmoins de la révolution statistique mondiale que M. Sarkozy appelait alors de ses vœux, pour « sortir de la religion du chiffre »...

Nous sommes en retrait par rapport aux ambitions de départ. Nous avons imaginé la création d'une commission internationale permanente, composée de membres de la commission initiale, de représentants d'instituts de statistique du monde entier, d'experts du Fonds monétaire international (FMI), d'Eurostat, etc., afin de proposer ensemble des améliorations de nos systèmes de mesure, une meilleure appréhension du bien-être des populations et de celle de la soutenabilité de la croissance et du développement.

Cette structure indépendante devait être mise en place auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui avait manifesté son désir de l'accueillir. Mais il est pour l'instant impossible de trouver les financements nécessaires à son fonctionnement.

Le 13 décembre 2010, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de l'OCDE, le président de la République a annoncé que la commission se réunirait une fois par an avec l'ensemble des instituts nationaux de statistiques. Une première rencontre devrait donc avoir lieu en 2011.

Ce n'est pas rien, bien sûr. Mais la multiplication de rencontres et de colloques, pour nécessaire qu'elle soit, ne saurait se substi-

tuer à l'exigence d'entreprendre concrètement le chantier de la modification coordonnée de nos systèmes statistiques nationaux. Le travail doit se faire dans la continuité. Sans minimiser – bien au contraire – les initiatives de tel ou tel pays, celles-ci ne permettront pas de réaliser des comparaisons internationales. Pour résumer, je dirais que nous sommes loin des ambitions initiales tout en reconnaissant que la démarche s'inscrit dans un processus de long terme. Peut-être convient-il seulement d'être patient...

Votre rapport prône la création d'indicateurs de « soutenabilité » (c'est-à-dire la capacité d'une économie à maintenir dans le temps le bien-être de sa population) qui intègrent l'environnement. Le moindre intérêt porté aux questions écologiques ne vous pénalise-t-il pas aussi ?

L'urgence écologique devrait être au cœur des préoccupations du G20. Mais beaucoup d'économistes pensent à tort que la réponse à une telle urgence risque de se faire au détriment de la croissance. Or, il est indispensable pour le bien-être de milliards de personnes de développer, y compris avec des subventions, la recherche sur les nouvelles technologies de l'énergie et de l'environnement, les villes durables, etc. Les entre-

prises doivent pouvoir innover dans ces domaines.

En dépit des restrictions budgétaires menées par les Etats ?

Il est possible d'emprunter à des taux bas pour investir dans des projets très rentables. C'est donc un moment privilégié pour construire le futur. A court terme, les déficits budgétaires pourraient s'accroître mais à long terme la rentabilité des investissements garantit que l'endettement public se réduirait encore plus. Aujourd'hui, les gouvernements s'épuisent à réparer les erreurs du passé plutôt qu'à penser à l'avenir...

Le rapport Stiglitz confirmait l'inadéquation de nos systèmes comptables à jouer leur rôle d'alerte face aux crises.

Ce risque existe-t-il toujours ?

Cette question de l'absence d'une mesure de la soutenabilité reste un problème. La crainte est forte aujourd'hui – il suffit de regarder la valorisation de Facebook – de connaître de nouvelles bulles spéculatives. Nous risquons d'assister une fois de plus à la défaillance des marchés sur leur mission principale : déterminer le prix des actifs. Nous le répétons : il est essentiel de mieux mesurer le capital dans toutes ses dimensions. ■

Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet

le monde 26/11/2010.